

Chapitre 4

Quelle est l'incidence des migrations sur le développement d'Haïti ?

Beaucoup d'Haïtiens émigrent pour trouver à l'étranger de meilleures conditions de vie et pour envoyer des fonds à leur famille restée au pays. Le développement économique et social d'Haïti peut ainsi être soutenu par une diaspora toujours plus nombreuse et par des transferts de fonds qui s'accroissent. Cependant, les liens entre les différentes dimensions des migrations et du développement ne sont pas encore très bien compris. Ce chapitre s'appuie sur des données de l'enquête Interactions entre politiques publiques, migrations et développement (IPPM) pour démêler certains liens complexes entre émigration, transferts de fonds et migration de retour dans quatre secteurs essentiels pour le développement : le marché de l'emploi, l'agriculture, l'éducation, et l'investissement et les services financiers. Il évalue pour finir dans quelle mesure les migrations et les transferts de fonds contribuent au développement d'Haïti.

Au cours des quatre dernières décennies, l'économie haïtienne s'est caractérisée par une croissance faible : en moyenne, le produit intérieur brut (PIB) est ressorti à 1.2 %, contre 3.3 % dans la région des Caraïbes (Singh et Barton-Dock, 2015). De nombreuses catastrophes naturelles, l'instabilité politique et le climat d'insécurité nuisent à la croissance économique de l'île. Malgré une main-d'œuvre jeune et une diaspora dynamique, les niveaux de pauvreté restent élevés (Singh et Barton-Dock, 2015). Haïti est classé 163^e sur 185 pays dans l'indice de développement humain (PNUD, 2016). Cette situation conduit une grande partie de sa population à chercher à l'étranger de meilleures opportunités économiques et de meilleures conditions de vie. La diaspora, toujours plus nombreuse, constitue une importante source de financement pour le pays : les transferts de fonds représentent près de 25 % du PIB (Banque mondiale, 2017a), soit la proportion la plus élevée parmi les pays partenaires de l'IPPM, et procurent un revenu essentiel pour de nombreux ménages haïtiens.

Les précédents travaux de recherche montrent que, dans nombre de pays d'Amérique latine, les migrations et les transferts de fonds ont une incidence positive sur les principaux résultats du développement, tels que la réduction de la pauvreté, la croissance et les investissements dans le capital physique et humain (Fajnzylber et López, 2007). Cependant, les migrations ont un coût et peuvent entraîner des pertes de capital humain, ainsi que des pertes de revenu pour les ménages, et des perturbations sociales. Or, la relation entre les différentes dimensions des migrations et du développement en Haïti est encore peu étudiée (chapitre 2).

Ce chapitre montre comment les migrations influent sur le développement d'Haïti dans quatre secteurs : le marché de l'emploi, l'agriculture, l'éducation, et l'investissement et les services financiers. Il présente les conclusions d'analyse des données portant sur trois dimensions des migrations : l'émigration, les transferts de fonds et la migration de retour.

Migrations et marché de l'emploi

En Haïti, l'emploi formel reste faible, et la main-d'œuvre est employée principalement dans l'agriculture et dans le secteur informel urbain. La majeure partie (47 %) travaille en effet dans le secteur informel, ou dans l'agriculture de subsistance (40 %), ou occupe un emploi salarié formel (13 %). Dans le secteur informel, les rémunérations sont inférieures de plus de moitié à celles versées par le secteur formel, et ne sont donc pas suffisantes pour permettre à la

population de sortir de la pauvreté (Singh et Barton-Dock, 2015). Néanmoins, l'emploi formel en pourcentage de l'emploi total a progressé d'environ trois points de pourcentage au cours de la dernière décennie. Il se concentre dans l'administration publique et dans des organisations non gouvernementales (Singh et Barton-Dock, 2015). Dans l'économie formelle, le secteur de la confection est le plus gros employeur. Il a connu une expansion rapide au cours des dix dernières années et réalise 90 % des recettes d'exportation du pays. Il fait travailler quelque 30 000 personnes, dont une majorité de femmes (63 % ; Fair Labor Association, 2014 ; Singh et Barton-Dock, 2015).

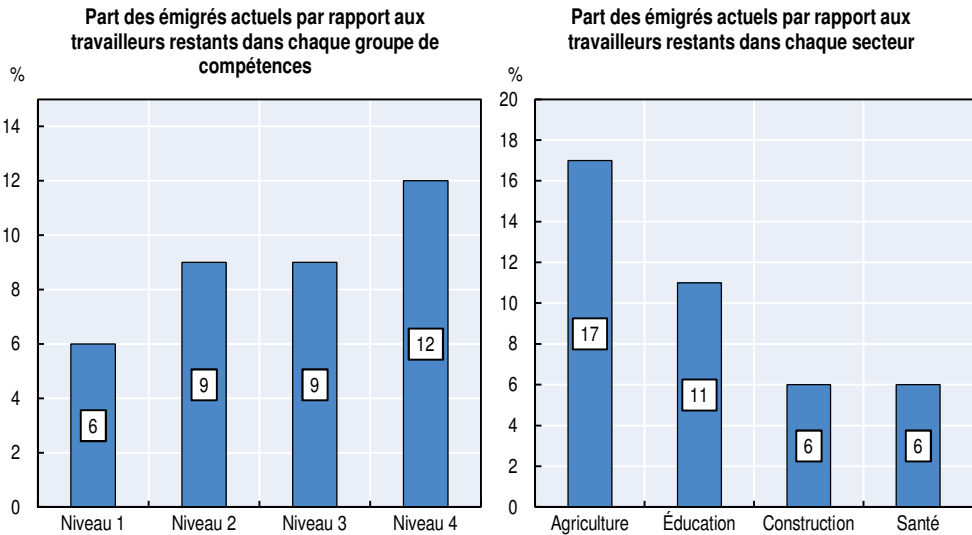
Les données sur la main-d'œuvre haïtienne sont rares (Singh et Barton-Dock, 2015). L'enquête sur la jeunesse d'Haïti, menée juste avant le séisme de 2010, indique qu'un tiers des 15-24 ans sont au chômage (Lunde et Temesgen, 2011). D'après les chiffres communiqués par la Banque mondiale (2016), le ratio emploi-population parmi les personnes âgées de 15 ans et plus était de 61.5 % en 2014.

Selon les données IPPMD, le taux de participation au marché de l'emploi de la population en âge de travailler (15-64 ans) qui constitue l'échantillon s'établit à 51 % (56 % pour les hommes et 47 % pour les femmes), sans écart entre zones urbaines et rurales. Le taux d'emploi est de 38 % (44 % pour les hommes et 33 % pour les femmes), mais il est plus élevé dans les zones rurales (40 %) que dans les zones urbaines (30 %). Le taux de chômage dans l'échantillon est de 26 % : 21 % pour les hommes et 30 % pour les femmes. Il est plus élevé dans les zones urbaines (28 %) que dans les zones rurales (22 %). Des résultats similaires ont été démontrés dans une étude précédente, que le taux d'emploi en zones rurales étaient plus élevé qu'en zones urbaines et semi-urbaines, qui étaient de 49% et 45.6% respectivement (IHSI, 2010). Environ 45 % de la population en âge de travailler déclare ne pas avoir d'emploi rémunéré et ne pas rechercher du travail.

Les transferts de fonds réduisent l'apport de main-d'œuvre

Si l'on veut comprendre l'incidence de l'émigration sur le marché de l'emploi, il est nécessaire de s'intéresser aux caractéristiques de ceux qui partent. Dans l'enquête IPPMD, presque tous les émigrés actuels (âgés de 15 ans et plus) sont en âge de travailler (15-64 ans). Avant de quitter Haïti, plus de la moitié d'entre eux faisaient partie de la population active (en emploi ou au chômage). L'examen des schémas d'émigration d'un certain nombre de catégories professionnelles affichant différents niveaux de qualifications révèle que c'est essentiellement la main-d'œuvre qualifiée qui émigre (graphique 4.1, à gauche). En effet, le taux d'émigration des travailleurs très instruits est supérieur au taux d'émigration total en Haïti : il atteignait 75 % en 2011 (Arslan et al., 2014). En outre, d'après les statistiques descriptives de l'enquête IPPMD, c'est la population travaillant dans l'agriculture et dans le secteur de l'éducation qui est la plus susceptible d'émigrer (graphique 4.1, à droite).

Graphique 4.1. En Haïti, ce sont surtout les travailleurs qualifiés et la main-d'œuvre agricole qui émigrent



Note : Le niveau de qualifications a été défini d'après la Classification internationale type des professions (CITP) de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2012). Niveau 1 : métiers faisant intervenir des tâches physiques ou manuelles simples et courantes (notamment les métiers de base et certains métiers exercés par les forces armées). Niveau 2 : employés de bureau, employés dans le secteur des services et de la vente, agriculteurs et ouvriers qualifiés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat, conducteurs de machines et d'installations fixes et ouvriers des chaînes de montage. Niveau 3 : techniciens et professions connexes, personnel de l'hôtellerie-restauration et autres services. Niveau 4 : autres types de dirigeants et professions libérales.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

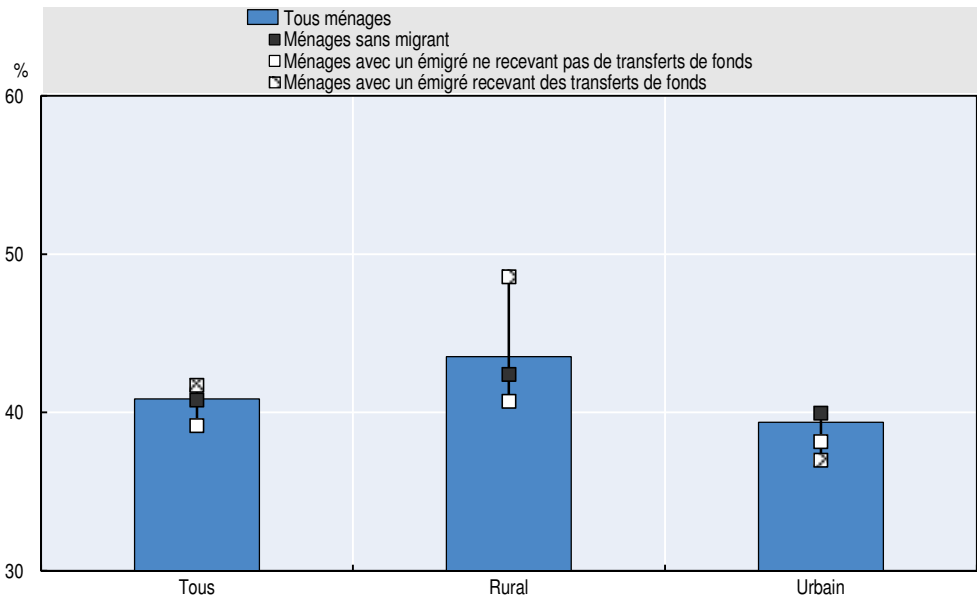
Qu'advient-il lorsque les ménages perdent leur main-d'œuvre productive parce que celle-ci émigre ? Les conséquences sont complexes et dépendent du profil de l'émigré : avait-il un emploi avant de partir, envoie-t-il des fonds dans son pays natal lorsqu'il a trouvé un emploi à l'étranger ? En l'absence de transferts de fonds, il se peut que d'autres membres du ménage doivent trouver du travail, ce qui est moins nécessaire si le ménage reçoit des transferts de fonds. Ces tendances s'observent dans divers contextes et dans différentes régions du monde (Acosta, 2007 ; Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006 ; Funkhouser, 2006 ; Kim, 2007 ; Osaki, 2003).

Même si, en raison de ce tableau d'ensemble complexe, il est difficile d'isoler des effets individuels, les données IPPMD apportent un certain éclairage. Le graphique 4.2 compare la proportion moyenne de membres actifs dans les ménages sans émigré, dans les ménages avec un émigré *ne recevant pas* de transferts de fonds et dans les ménages avec un émigré *recevant* des transferts de fonds. Il montre que les ménages avec un émigré ne recevant pas de transferts de fonds ont la proportion la plus faible d'adultes actifs, alors que les ménages avec un émigré recevant des transferts de fonds ont la proportion la plus élevée de membres actifs. Si l'on différencie ménages ruraux et ménages urbains, on

constate que le lieu d'habitation peut jouer un rôle dans la décision des ménages de travailler ou non : dans les régions urbaines, les ménages avec un émigré ont moins de membres actifs, indépendamment du fait qu'ils reçoivent ou non des transferts de fonds. En revanche, dans les régions rurales, les ménages avec un émigré ne recevant pas de transferts de fonds affichent la plus faible proportion d'adultes actifs, alors que les ménages avec un émigré recevant des transferts de fonds ont la proportion la plus élevée de membres actifs. Par conséquent, en Haïti, les transferts de fonds tendent à réduire l'apport de main-d'œuvre dans les zones urbaines, et ont l'effet inverse dans les zones rurales.

Graphique 4.2. **Les ménages recevant des transferts de fonds comptent moins de membres actifs**

Part des membres des ménages âgés de 15 à 64 ans qui travaillent (%)



Note : Ce graphique représente la proportion de membres actifs des ménages selon que le ménage compte ou non des émigrés. L'échantillon exclut les ménages comptant uniquement des migrants de retour ou uniquement des immigrés.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Ces liens ont été étudiés de manière plus approfondie dans un cadre de régression qui tient compte d'autres facteurs susceptibles d'influencer la décision de travailler¹. L'analyse du tableau 4.1 confirme que les membres du ménage réduisent leur offre de main-d'œuvre lorsqu'ils comptent des membres émigrés, mais seulement dans les zones urbaines. Le fait d'avoir un membre absent ne semble pas être lié à la décision de travailler ou non. Dans les zones rurales, après avoir pris en compte les caractéristiques des ménages et des individus, on constate que, ni le fait d'avoir au moins un membre émigré, ni le fait de recevoir des transferts de fonds n'influent sur la décision de travailler ou non.

Encadré 4.1. **Exploration des liens entre migrations et emploi**

Pour étudier les liens entre les migrations et les décisions des ménages en matière d'emploi, les modèles de régression suivants ont été appliqués :

$$part_travail_m = \beta_0 + \beta_1 \text{émig}_m + \beta_2 \text{transferts}_m + \gamma_1 \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (1)$$

$$r_part_travail_m = \beta_0 + \beta_1 \text{émig}_m + \beta_2 \text{transferts}_m + \gamma_1 \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (2)$$

$$u_part_travail_m = \beta_0 + \beta_1 \text{émig}_m + \beta_2 \text{transferts}_m + \gamma_1 \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (3)$$

Dans ces modèles, $part_travail_m$ représente l'offre de main-d'œuvre des ménages mesurée comme la part des membres du ménage âgés de 15 à 64 ans qui travaillent. $r_part_travail_m$ est la part des membres d'un ménage rural qui travaillent, et $u_part_travail_m$ la part des membres d'un ménage urbain qui travaillent. $émig_m$ représente une variable avec une valeur de 1 si le ménage compte au moins un émigré, et $transferts_m$ un ménage qui reçoit des transferts de fonds. $contrôle_m$ représente une série de variables de contrôle au niveau du ménage¹, δ_r les effets fixes régionaux, et ε_m est le terme d'erreur réparti de manière aléatoire. Ces modèles ont été appliqués séparément à l'offre de main-d'œuvre masculine et féminine. Le tableau 4.1 présente les coefficients des variables étudiées.

Tableau 4.1. **Les transferts de fonds semblent réduire le taux de participation des ménages urbains au marché de l'emploi**

Variables étudiées	Part des membres du ménage occupant un emploi parmi :						
	Tous les ménages			Ménages ruraux		Ménages urbains	
	total	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
Ménage comptant au moins un émigré	-0.008 (0.027)	-0.025 (0.039)	0.020 (0.034)	-0.029 (0.062)	0.012 (0.060)	-0.029 (0.050)	0.008 (0.041)
Ménage recevant des transferts de fonds	-0.041* (0.023)	-0.051 (0.034)	-0.046 (0.030)	0.057 (0.060)	0.024 (0.056)	-0.104** (0.041)	-0.080** (0.035)
<i>Nombre d'observations</i>	1 118	958	1 084	349	384	609	700

Note : Les résultats présentant une signification statistique (calculée à l'aide du test du khi carré) sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %.

1. Les variables de contrôle incluent la taille du ménage et sa valeur au carré, le ratio de dépendance (nombre d'enfants âgés de 0 à 15 ans et de personnes de plus de 65 ans divisé par le nombre total des autres membres), le ratio hommes-femmes adultes, le niveau moyen d'études des membres du ménage, la richesse du ménage estimée par un indicateur (chapitre 3) et sa valeur au carré.

Les transferts de fonds encouragent le travail indépendant, mais uniquement dans les zones urbaines

D'après les études, en améliorant le revenu du ménage, les transferts de fonds peuvent permettre aux membres du ménage de créer une entreprise, ce qui encourage le travail indépendant (Mesnard, 2004 ; Dustmann et Kirchkamp, 2002 ; Woodruff et Zenteno, 2007 ; Yang, 2008). Cependant, les données descriptives

provenant de l'enquête IPPMD ne semblent pas confirmer cet effet : la proportion de travailleurs indépendants est plus élevée parmi les ménages qui ne reçoivent pas de transferts de fonds (53 %) que parmi ceux qui en reçoivent (49 %).

Les liens entre transferts de fonds et travail indépendant ont été analysés de manière plus approfondie dans un cadre de régression qui tient compte d'autres caractéristiques des individus et des ménages (encadré 4.2). D'après l'analyse du tableau 4.2, le fait de recevoir des transferts de fonds est associé positivement au travail indépendant parmi les membres du ménage, mais seulement dans les zones urbaines, où tant les hommes que les femmes sont davantage susceptibles de s'installer à leur compte lorsque le ménage dont ils sont membres reçoit des transferts de fonds. Il convient de noter que le travail indépendant n'est pas forcément de l'entrepreneuriat ou à voir avec la création d'un emploi salarié : dans de nombreux cas, un seul individu est concerné. La dernière section du présent chapitre explore les liens entre migrations et propriété d'une entreprise.

Encadré 4.2. Les liens entre migrations et travail indépendant

Un modèle Probit a été élaboré pour déterminer plus précisément comment les transferts de fonds sont associés aux choix des membres du ménage en matière d'emploi :

$$\text{Prob}(\text{travail_indépendant}_i) = \beta_0 + \beta_1 \text{transferts}_m + \gamma_1 \text{contrôle}_i + \gamma_2 \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_i \quad (1)$$

Dans cette équation, travail_indépendant_i indique qu'un individu employé *i* est un travailleur indépendant, et transferts_m qu'un ménage reçoit des transferts de fonds. contrôle_i est un ensemble de variables de contrôle au niveau individuel, et contrôle_m un ensemble de variables de contrôle au niveau du ménage.^a δ_r représente les effets fixes régionaux et ε_i est le terme d'erreur réparti de manière aléatoire.

Tableau 4.2. Les transferts de fonds encouragent le travail indépendant dans les zones urbaines

Variables étudiées	Tous	Hommes		Femmes	
		Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine
Ménage recevant des transferts de fonds	0.040* (0.022)	-0.003 (0.043)	0.073* (0.044)	-0.031 (0.033)	0.078** (0.040)
<i>Nombre d'observations</i>	1 581	306	515	249	476

Note : Les résultats présentant une signification statistique sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. Les erreurs-types sont indiquées entre parenthèses.

a. Les variables de contrôle incluent l'âge, le sexe et le niveau d'études des individus, la taille du ménage dont ils sont membres et sa valeur au carré, le ratio de dépendance, la richesse du ménage estimée par un indicateur et le lieu d'habitation (zone rurale ou zone urbaine).

Migrations et agriculture

Depuis 2000, la part de la valeur ajoutée de l'agriculture dans le PIB d'Haïti diminue lentement, mais en continu. De 23 % en 2000, elle est descendue à 18 % en 2015 ; elle reste toutefois l'une des plus élevées parmi les pays partenaires de l'IPPM (FAO, 2017a ; OCDE, 2017). Les données sur l'agriculture en Haïti sont cependant rares. Comme indiqué plus haut, d'après les estimations, 43 % des Haïtiens pratiquent l'agriculture de subsistance (Singh et Barton-Dock, 2015). Les données les plus récentes montrent que l'agriculture employait 66 % de la population en 1990 (FAO, 2017b), soit une très forte proportion par rapport aux autres pays partenaires de l'IPPM, mais qui correspond à la part (72 %) de la population vivant alors dans les zones rurales en Haïti (ONU, 2015). Depuis, le pays a connu de nombreux bouleversements, notamment à la suite de plusieurs catastrophes naturelles et des transitions politiques difficiles, d'où l'impossibilité de savoir précisément combien de personnes sont aujourd'hui employées dans l'agriculture. Il existe néanmoins un signe positif : l'indice de production agricole par habitant, mesuré à 100 en 2004-06 et récemment révisé par la FAO, est monté à 143 en 2014. C'est la deuxième plus forte hausse observée parmi les pays partenaires de l'IPPM sur cette période (FAO, 2017c).

Cependant, l'agriculture haïtienne reste confrontée à de nombreux problèmes. Le pays est en effet particulièrement exposé aux catastrophes naturelles, telles que les cyclones, les séismes ou la sécheresse, ainsi qu'aux fluctuations des cours des matières premières, et la couverture d'assurance des producteurs locaux est insuffisante (BID, 2012 ; Oxfam, 2012 ; Banque mondiale, 2012). De plus, la dégradation de l'environnement accentue cette vulnérabilité aux catastrophes. Ainsi, quatre fortes tempêtes survenues en 2008 ont causé des dommages qui ont nécessité des réparations pour un montant total de 200 millions de dollars américains (USD), et dans le secteur agricole, le séisme de janvier 2010 a causé des dégâts qui se sont chiffrés à environ 31 millions USD. Les investissements (publics ou privés) restent pourtant très faibles dans ce secteur (Oxfam, 2012 ; Banque mondiale, 2012). C'est pourquoi de nombreuses organisations d'aide internationales ont décidé de mener en Haïti des actions centrées sur l'agriculture, et tout particulièrement sur les petits exploitants et la sécurité alimentaire (Georges, 2015 ; BID, 2012 ; Jack et Schipani, 2015 ; Leavitt, 2012 ; USAID, 2017).

Le Plan stratégique de développement d'Haïti, pays émergent en 2030 (Gouvernement de la République d'Haïti, 2010), comprend un volet sur la modernisation et la redynamisation de l'agriculture, ainsi que de l'élevage. Plus précisément, il s'agit de diversifier et d'accroître la production, d'améliorer l'accès aux intrants et d'investir dans une infrastructure appropriée (systèmes d'irrigation, granges et entrepôts) afin de permettre des activités agricoles à

valeur ajoutée et la conservation des récoltes. Néanmoins, le Plan stratégique (PSDH) ne mentionne pas les migrations comme l'un des moyens d'atteindre ces objectifs.

Sur les 1 241 ménages composant l'échantillon de l'enquête IPPMD en Haïti, 450 ménages (soit 36 %) travaillent dans l'agriculture². En utilisant ces données, la présente section analyse de quelle manière les migrations peuvent contribuer à la mise en œuvre de cette stratégie. À cette fin, elle s'intéresse spécifiquement aux transferts de fonds reçus par les ménages et à la migration de retour.

Les transferts de fonds peuvent permettre d'augmenter la production agricole, tandis que la migration de retour semble avoir un effet plus limité

Les fonds envoyés par les émigrés à leur famille et amis restés au pays peuvent avoir une incidence sur le secteur agricole. Ils peuvent être investis dans des actifs productifs, tels que des machines agricoles, des granges, des clôtures, des systèmes d'alimentation et d'irrigation ou des tracteurs (Mendola, 2008 ; Tsegai, 2004). L'investissement productif des transferts de fonds peut également aider les ménages à passer d'activités à forte intensité de main-d'œuvre à des activités à forte intensité de capital (Lucas, 1987 ; Taylor et Wouterse, 2008 ; Gonzalez-Velosa, 2011), ou à se spécialiser (Böhme, 2015 ; Gonzalez-Velosa, 2011).

En outre, la migration de retour peut aussi influencer sur le secteur agricole, car les migrants peuvent revenir dans leur pays avec des économies, mais aussi avec leur propre travail, de nouvelles compétences et de nouveaux contacts, ce qui constitue un capital financier, humain et social (Wahba, 2015).

Selon les données IPPMD, 158 ménages agricoles (35 % de l'ensemble des ménages agricoles) ont reçu des transferts de fonds dans l'année précédant l'enquête, mais seulement 31 ménages (7 % de l'ensemble des ménages agricoles) comptaient un migrant de retour.

Les ménages recevant des transferts de fonds sont davantage susceptibles que les ménages qui n'en reçoivent pas d'investir dans des actifs agricoles³ (85 %, contre 68 %), mais les dépenses de ces deux catégories de ménages sont similaires (8 500 gourdes haïtiennes [HTG], contre 8 690 HTG⁴) (graphique 4.3). Les ménages avec un migrant de retour sont un peu plus susceptibles que les ménages sans migrant de retour d'investir dans des actifs agricoles (71 %, contre 74 %) et leurs dépenses sont nettement inférieures (5 455 HTG, contre 8 837 HTG⁵). Il semblerait donc que les transferts de fonds soient destinés à investir dans l'agriculture et à soutenir l'expansion de ce secteur, alors que la migration de retour n'a pas forcément cet effet.

En outre, les ménages recevant des transferts de fonds ne sont que légèrement plus susceptibles que les ménages qui n'en reçoivent pas d'être à la fois des cultivateurs et des éleveurs, plutôt que de pratiquer une seule de ces activités (47 %, contre 43 %). Cet écart n'étant pas statistiquement significatif, on peut penser que les transferts de fonds ne servent pas à diversifier ou à développer l'agriculture, du moins les types d'activités agricoles. Qui plus est, il semble que les transferts de fonds ne soient pas utilisés à des fins de diversification dans des activités non agricoles : les ménages recevant des transferts de fonds sont à peu près autant susceptibles que les ménages qui n'en reçoivent pas de posséder une entreprise non agricole (28 %, contre 26 %).

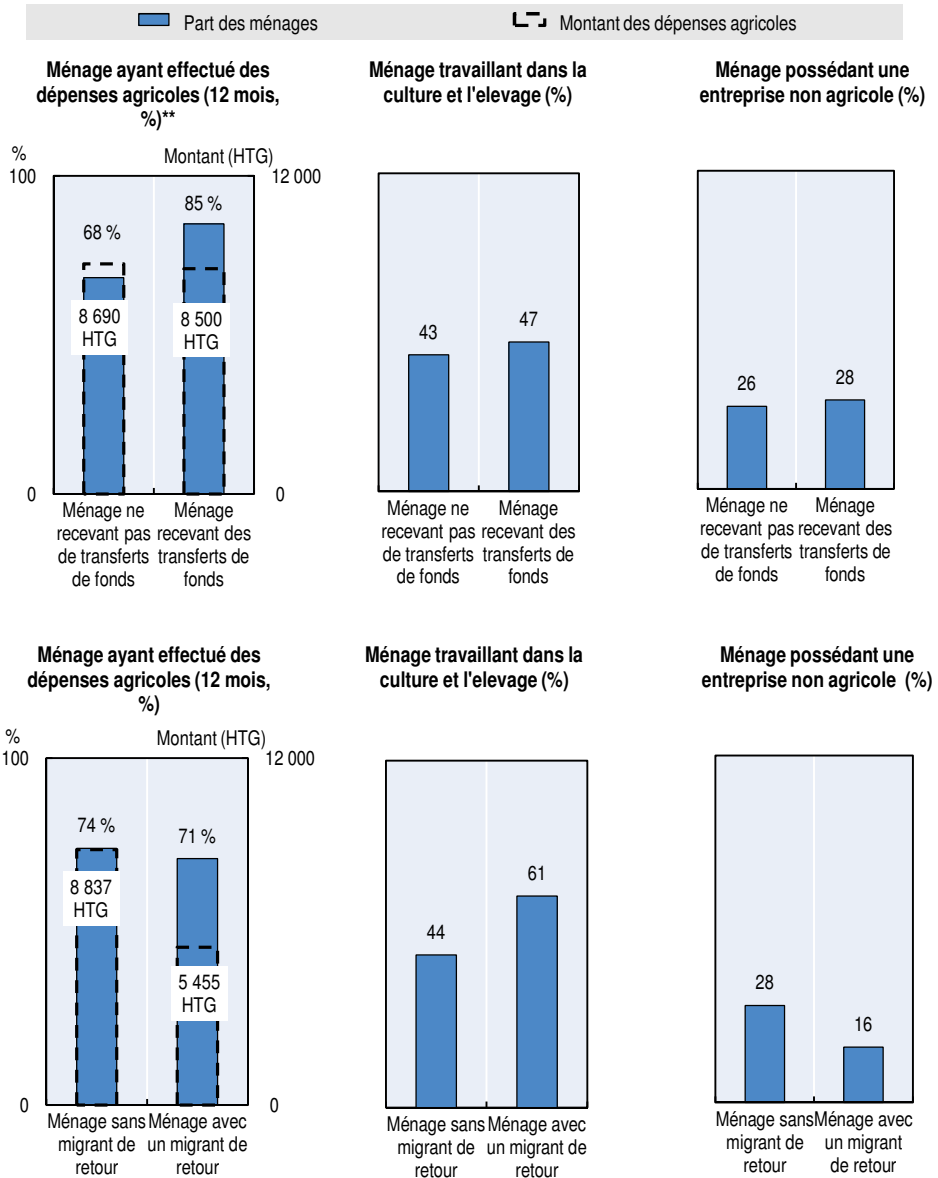
En revanche, les ménages comptant un migrant de retour sont bien plus susceptibles que les ménages sans migrant de retour d'être à la fois des cultivateurs et des éleveurs (61 %, contre 44 %), et cet écart est statistiquement significatif. Cependant, la présence d'un migrant de retour au sein d'un ménage ne semble pas particulièrement associée à la propriété d'une entreprise non agricole (16 %, contre 28 % parmi les ménages sans migrant de retour ; graphique 4.3).

Une analyse de régression a été élaborée afin d'étudier ces liens de manière plus approfondie, en tenant compte des facteurs susceptibles de déterminer si les ménages effectuent des dépenses agricoles, ainsi que leurs types d'activités (encadré 4.3). Les ménages recevant des transferts de fonds sont davantage susceptibles d'engager des dépenses dans le secteur agricole, mais les transferts de fonds et la migration de retour ne sont pas positivement associés à une autre source de revenu agricole. En fait, les résultats de l'analyse suggèrent que les ménages avec un migrant de retour consacrent moins de dépenses à l'agriculture que les ménages sans migrant de retour. Cela signifie soit que les ménages comptant un migrant de retour sont plus pauvres au départ, et n'ont pas les moyens d'investir dans des activités agricoles, soit qu'ils ont des activités différentes de celles mesurées ici, par exemple qu'ils font des études ou qu'ils ont un emploi salarié formel.

Globalement, on pourrait en conclure que les transferts de fonds influent effectivement sur le secteur agricole en Haïti et le dynamisent, en particulier dans cette période où le pays nécessite de plus d'investissements. Le pays aurait tout intérêt à canaliser ces transferts de fonds, ainsi que les capitaux rapatriés par les migrants de retour vers l'agriculture, voire à d'autres secteurs ruraux, ce qui aiderait les ménages à améliorer leur revenu et à diversifier leurs sources de revenu. Cependant, à cause du faible nombre de ménages agricoles avec un migrant de retour, il n'est peut-être pas possible de généraliser ce type de conclusions.

Graphique 4.3. Les transferts de fonds sont investis dans l'agriculture en Haïti

Dépenses des ménages et activités agricoles, selon que les ménages reçoivent ou non des transferts de fonds, ou comptent ou non un migrant de retour



Note : La signification statistique calculée à l'aide du test du khi carré, pour le pourcentage de ménages uniquement, est indiquée comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Encadré 4.3. Liens entre transferts de fonds, migration de retour et investissement parmi les ménages agricoles

Pour estimer la probabilité qu'un ménage agricole a investi dans des actifs ou dans une activité, le modèle de régression suivant est évalué :

$$\text{Prob}(\text{résultat_agric}_m) = \beta_0 + \beta_1 \text{transferts}_m + \beta_2 \text{retour}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (1)$$

où l'unité d'observation est le ménage m et la variable dépendante binaire *résultat_agric* en équation (1) représente la probabilité que le ménage a un objectif particulier (par exemple, effectuer des dépenses ou pratiquer une activité spécifique), et prend la valeur de 1 si c'est le cas, et de 0 dans le cas contraire ; *transferts_m* indique que le ménage reçoit des transferts de fonds, et *retour_m* que le ménage compte au moins un migrant de retour ; *contrôle_m* représente des régresseurs de contrôle (variables explicatives) au niveau du ménage^a, et δ_r les effets fixes régionaux. Les erreurs-types, ε_m , sont robustes en présence d'hétéroscédasticité.

Un deuxième modèle MCO a également été évalué :

$$\text{Ln}(\text{dépenses_agric}_m) = \beta_0 + \beta_1 \text{transferts}_m + \beta_2 \text{retour}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (2)$$

où *dépenses_agric* représente le montant total des dépenses agricoles engagées. Toutes les autres variables sont définies comme dans l'équation (1).

Le tableau 4.3 présente les résultats de la régression. La colonne (1) indique si le ménage a investi dans des actifs agricoles, la colonne (2) donne les montants dépensés dans des actifs agricoles dans une période-type de 6 mois, la colonne (3) indique si le ménage pratique à la fois des activités de culture et d'élevage et la colonne (4) si le ménage a une activité non agricole. Ce tableau présente également les résultats pour les deux variables étudiées. Les lignes du haut présentent les résultats liés au fait que le ménage reçoit des transferts de fonds, et la deuxième ligne les résultats liés au fait que le ménage compte un migrant de retour.

Tableau 4.3. Les transferts de fonds exercent un effet positif sur l'agriculture

Variable dépendante : Résultats d'investissement

Principales variables étudiées : Ménage recevant des transferts de fonds/ménage comptant un migrant de retour

Type de modèle : Probit/MCO

Échantillon : Ménages agricoles

Variables étudiées	Variables dépendantes			
	(1) Le ménage a engagé des dépenses dans des actifs agricoles (équation 1)	(2) Montant total des dépenses dans des actifs agricoles (équation 2)	(3) Le ménage a des activités à la fois de culture et d'élevage (équation 1)	(4) Le ménage a une entreprise non agricole (équation 1)
Ménage recevant des transferts de fonds	0.162*** (0.040)	-0.099 (0.114)	0.017 (0.055)	-0.011 (0.045)

Encadré 4.3. Liens entre transferts de fonds, migration de retour et investissement parmi les ménages agricoles (suite)

Tableau 4.3. Les transferts de fonds exercent un effet positif sur l'agriculture (suite)

Variables étudiées	Variables dépendantes			
	(1) Le ménage a engagé des dépenses dans des actifs agricoles (équation 1)	(2) Montant total des dépenses dans des actifs agricoles (équation 2)	(3) Le ménage a des activités à la fois de culture et d'élevage (équation 1)	(4) Le ménage a une entreprise non agricole (équation 1)
Ménage avec un migrant de retour	-0.095 (0.089)	-0.556** (0.255)	0.144 (0.098)	-0.015 (0.082)
<i>Nombre d'observations</i>	450	333	450	450

Note : La signification statistique est indiquée comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. Les coefficients résultant des estimations des modèles Probit reflètent des effets marginaux. Les erreurs-types sont indiquées entre parenthèses et sont robustes en présence d'hétéroscédasticité. Les variables de contrôle pour toutes les estimations du modèle de régression liées à l'agriculture incluent la taille du ménage, son ratio de dépendance (nombre d'enfants âgés de 0 à 15 ans et de personnes de plus de 65 ans divisé par le nombre total des autres membres), le ratio hommes-femmes adultes, la richesse du ménage estimée par un indicateur (chapitre 3), le lieu d'habitation (zone rurale ou urbaine) et un effet fixe pour la région administrative.

Migrations et éducation

Dans les pays développés comme dans les pays en développement, l'éducation joue un rôle fondamental dans le développement des individus et dans celui du pays. Les migrations et l'éducation sont étroitement liées de plusieurs manières. D'un côté, les transferts de fonds peuvent faciliter l'accès des ménages au crédit et leur permettre d'investir dans l'éducation de leurs enfants (Cox Edwards et Ureta, 2003 ; Hanson et Woodruff, 2003 ; Yang, 2008). De l'autre, l'émigration d'un membre du ménage peut aussi avoir un impact sur la scolarisation des enfants si, du fait de ce départ, ces derniers se trouvent contraints d'assumer davantage de responsabilités et d'effectuer davantage de tâches ménagères ou de travailler dans l'entreprise familiale (Amuedo-Dorantes et al., 2010). Certaines études indiquent que l'émigration de membres du ménage peut avoir des conséquences délétères sur le taux de scolarisation des enfants et des jeunes et favoriser l'abandon scolaire (McKenzie et Rapoport, 2006). D'après une étude précédemment menée en Haïti, qui différenciait l'effet des transferts de fonds de celui de l'émigration, les transferts de fonds améliorent le taux de scolarisation, mais uniquement dans les ménages dont aucun des membres ne s'est expatrié (Amuedo-Dorantes et al., 2010).

Au cours des dernières décennies, et en particulier pendant la période qui a suivi le séisme, Haïti a investi massivement dans l'enseignement primaire afin de remédier à l'insuffisance des investissements publics, aux problèmes de gouvernance et au manque d'accès à l'éducation. Le projet Éducation pour tous met l'accent sur l'accès à l'éducation de base, car Haïti affiche les taux de participation les plus faibles de la région Amérique latine et Caraïbes (Unicef, 2011). Cette section s'intéresse aux liens entre migrations et éducation en Haïti.

Les transferts de fonds encouragent les investissements dans l'éducation

En Haïti, le taux d'inscription à l'école primaire n'a cessé de progresser au fil des ans sous l'effet de l'expansion du secteur privé, de l'implication des parents dans l'éducation, des transferts de fonds de la diaspora et de l'absence de critères d'âge pour aller à l'école. Les investissements que le pays a réalisés dans l'éducation de base après le séisme ont permis d'accroître fortement le taux d'inscription dans le primaire.

Dans l'échantillon IPPMD, le taux de scolarisation, qui se définit comme la part d'enfants (6-14 ans) ou de jeunes (15-17 ans) qui fréquentent l'école actuellement, ressort à 95 % pour ces deux groupes d'âge. Ces chiffres correspondent globalement aux données les plus récentes (2012) sur l'accès à l'école : 90 % pour les enfants vivant dans les zones urbaines et de 87 % pour ceux habitant dans les zones rurales (Singh et Barton-Dock, 2015). Les coûts et la santé figurent parmi les principales raisons invoquées dans les enquêtes IPPMD pour ne pas aller à l'école. La part des enfants non scolarisés pour une question de coût prohibitif pour le ménage est très différente selon que le ménage compte ou non des migrants : le pourcentage est plus élevé chez les ménages sans migrant (63 %) que chez ceux avec migrant (50 %).

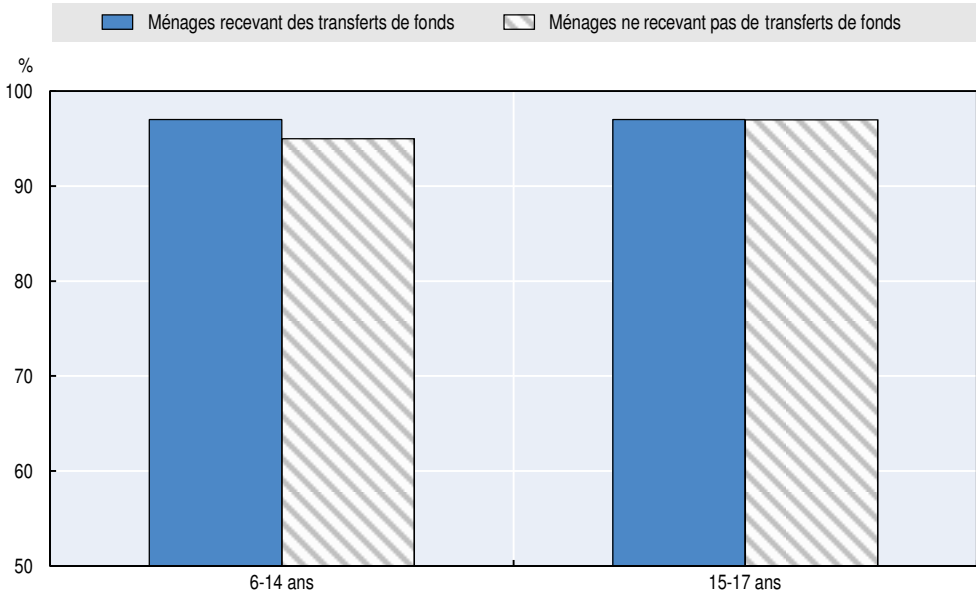
Comme l'a montré le chapitre 3, dans l'échantillon IPPMD, parmi les ménages qui reçoivent des transferts de fonds, environ un sur trois les utilise pour scolariser l'un de ses membres. Ces données montrent également que les enfants issus de ménages recevant des transferts de fonds sont légèrement plus susceptibles de fréquenter l'école (97 %) que les autres (95 %, graphique 4.4), même si cette différence n'est pas statistiquement significative. Par contre, on ne note pas de différence en termes de fréquentation de l'école chez les 15-17 ans selon que le ménage dont ils sont membres reçoit ou non des transferts de fonds.

L'association entre migrations et taux de scolarisation a été analysée de manière plus approfondie à l'aide d'un cadre de régression, en tenant compte de plusieurs caractéristiques pertinentes des ménages (encadré 4.4). Les résultats font apparaître que les transferts de fonds ne sont pas associés à une hausse du taux de scolarisation des enfants ou des jeunes. Aucun lien n'a été constaté

entre la probabilité d'aller à l'école et le fait d'avoir un membre émigré ou de recevoir des transferts de fonds pour ces deux groupes d'âge (tableau 4.4). Par conséquent, la migration et les transferts de fonds ne semblent pas entraîner de hausse de la scolarisation des enfants et des jeunes.

Graphique 4.4. Le taux de scolarisation des enfants et des jeunes est élevé en Haïti

Taux de scolarisation des enfants et des jeunes (en %) selon que le ménage reçoit ou non des fonds



Note : Les résultats présentant une signification statistique (calculée à l'aide du test du khi carré) sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. L'échantillon n'inclut que des ménages ayant des enfants d'âge scolaire (6-20 ans).

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Encadré 4.4. Liens entre transferts de fonds et scolarisation

Un cadre de régression a été élaboré afin d'évaluer l'effet sur la scolarisation des migrations et des transferts de fonds, en utilisant les équations suivantes :

$$\text{Prob}(\text{école}_i) = \beta_0 + \beta_1 \text{fonds}_m + \beta_2 \text{émig}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \gamma \text{contrôle}_i + \delta_r + \varepsilon_i \quad (1)$$

$$\text{Prob}(\text{enseign.privé}_i) = \beta_0 + \beta_1 \text{fonds}_m + \beta_2 \text{émig}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \gamma \text{contrôle}_i + \delta_r + \varepsilon_i \quad (2)$$

où la variable dépendante $\text{Prob}(\text{école}_i)$ est une variable binaire prenant la valeur 1 si l'enfant/le jeune est scolarisé et 0 dans le cas contraire. fonds_m représente une variable binaire pour les ménages recevant des transferts de fonds, où 1 indique un ménage

Encadré 4.4. **Liens entre transferts de fonds et scolarisation** (suite)

recevant des transferts de fonds et 0 un ménage n'en recevant pas. émig_m prend la valeur 1 si le ménage compte au moins un émigré et 0 dans le cas contraire. contrôle_m et contrôle_i sont deux séries de caractéristiques individuelles et relatives aux ménages observées qui influencent le résultat^a. δ_r représente les effets fixes régionaux, les erreurs-types, ε_m , sont robustes en présence d'hétéroscédasticité. Dans une seconde spécification, la variable dépendante $\text{Prob}(\text{enseign.privé}_i)$ est une variable binaire prenant la valeur 1 si l'enfant/le jeune est scolarisé dans l'enseignement privé et 0 dans le cas contraire. Les autres variables sont les mêmes que dans l'équation (1).

Tableau 4.4. **Les transferts de fonds stimulent les investissements dans l'enseignement privé en Haïti**

Variable dépendante : Scolarisation et enseignement privé				
Principales variables étudiées : Recevoir des transferts de fonds/avoir un émigré				
Type de modèle : Probit				
Échantillon : Tous les ménages/seulement les ménages comptant des enfants d'âge scolaire (6-20 ans)				
Variables étudiées	Scolarisation		Enseignement privé	
	6-14 ans	15-17 ans	6-14 ans	15-17 ans
Ménage recevant des transferts de fonds	-0.014 (0.020)	0.023 (0.023)	-0.009 ^b (0.032)	0.0856 ^{+b} (0.051)
Ménage comptant au moins un émigré	0.003 (0.023)	-0.035 (0.048)		
<i>Nombre d'observations</i>	961	246	1 018	363

Notes : Les résultats présentant une signification statistique sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. Les erreurs-types sont indiquées entre parenthèses.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

a. Les variables explicatives individuelles et relatives aux ménages comprises dans le modèle sont les suivantes : taille du ménage et sa valeur au carré ; ratio de dépendance du ménage (défini comme le nombre d'enfants et de personnes âgées dans le ménage en part du nombre total de membres en âge de travailler) ; niveau d'études moyen des membres du ménage ; nombre d'enfants du ménage ; variables binaires pour les ménages vivant en zone urbaine et pour ceux dirigés par une femme ; et enfin un indicateur du patrimoine (fondé sur l'analyse en composantes principales) qui a pour objectif de rendre compte de la richesse du ménage. En outre, le modèle relatif à la scolarisation comporte également une variable relative à l'âge des enfants ou des jeunes.

b. L'effet n'est statistiquement significatif que lorsque l'analyse ne comporte pas de variable relative à l'émigration.

Les transferts de fonds peuvent encourager les investissements dans la scolarisation dans l'enseignement privé

Les migrations et les transferts de fonds sont également susceptibles de créer une demande de scolarisation dans des établissements de meilleure qualité, par exemple dans l'enseignement privé. Ces établissements coûtent

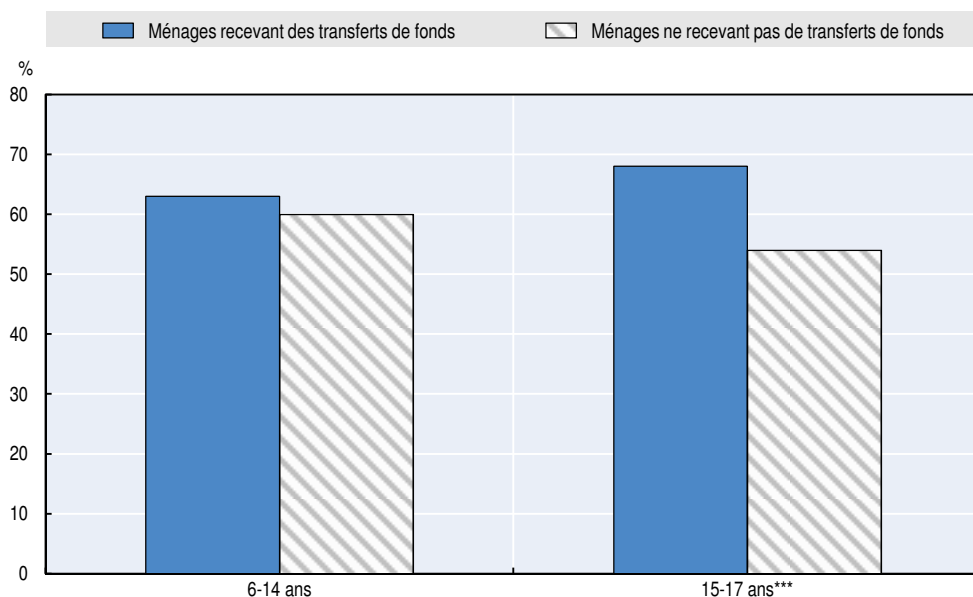
souvent plus cher, mais ils proposent un enseignement de meilleure qualité. Les études antérieures ont montré qu'en Amérique latine, les enfants des ménages recevant des transferts de fonds sont plus susceptibles de fréquenter un établissement privé (Medina et Cardona, 2010 ; Jakob, 2015).

En Haïti, le secteur de l'éducation se caractérise par un très grand nombre d'établissements privés, qui ont fortement accru les capacités d'absorption du secteur. En outre, les établissements publics sont davantage affectés par l'instabilité politique que les établissements privés, qui ont une plus grande capacité d'adaptation. Les écoles publiques sont chères et dispensent un enseignement de mauvaise qualité, et il n'est pas rare qu'elles sollicitent la contribution financière des parents (Amuedo-Dorantes et al., 2010). S'il n'y a pas d'établissement public sur place ou à proximité, la décision d'envoyer un enfant ou un jeune dans le privé relève donc plus de la nécessité que du choix. Les établissements privés semblent être plus adéquats pour les parents, en raison de leur capacité à résister aux chocs politiques et à accueillir des élèves tout au long de l'année scolaire. Enfin, les familles haïtiennes optimisent leur investissements dans les écoles privées du fait de l'accessibilité, la stabilité et la perception sur la qualité de ces établissements.

Dans l'échantillon IPPMD, une majorité d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire (6-14 ans) sont scolarisés dans une école privée. Les enfants issus de ménages qui reçoivent des transferts de fonds sont plus susceptibles de fréquenter une école privée (63 %) que les autres (60 %). La différence est encore plus marquée chez les jeunes de 15-18 ans : c'est le cas de 68 % des jeunes vivant dans un ménage qui reçoit des transferts de fonds, contre 54 % des autres (graphique 4.5). Cette différence est statistiquement significative. Une autre analyse de régression, tenant compte de caractéristiques individuelles et relatives aux ménages, confirme que les jeunes (15-17 ans) sont plus susceptibles de fréquenter un établissement privé (tableau 4.4). Mais la différence n'est statistiquement significative que lorsque l'on ne tient pas compte du fait que le ménage compte un émigré, ce qui pourrait indiquer que le coût que représente l'expatriation d'un membre annule l'effet des transferts de fonds. Dans l'ensemble, les résultats indiquent qu'en Haïti, le surcroît d'investissements dans l'éducation qui fait suite à la réception de transferts de fonds est en partie dirigé vers les écoles privées, soit parce que les ménages estiment que celles-ci offrent des services de meilleure qualité, soit parce que le secteur public n'a pas des capacités suffisantes pour proposer des services éducatifs.

Graphique 4.5. Les jeunes des ménages recevant des transferts de fonds sont plus susceptibles de fréquenter l'enseignement privé en Haïti

Pourcentage des enfants et des jeunes scolarisés dans le privé



Note : Les résultats présentant une signification statistique (calculée à l'aide du test du khi carré) sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Migrations, investissements et services financiers

La faible croissance d'Haïti s'explique en partie par le faible accès des ménages et des entreprises aux services financiers et au crédit (Singh et Barton-Dock, 2015). Comme en atteste le Plan d'action pour le relèvement et le développement d'Haïti (Gouvernement de la République d'Haïti, 2010), les petites et moyennes entreprises souffrent d'un manque d'accès au crédit à des taux abordables. Le climat d'investissement délétère constitue lui aussi un frein à l'investissement et à l'entrepreneuriat. En Haïti, il faut en moyenne une centaine de jours pour créer une entreprise, contre 31 jours dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (Singh et Barton-Dock, 2015). L'accès au crédit est limité et les actionnaires minoritaires ne bénéficient de quasiment aucune protection. Ces conditions sont exacerbées par des facteurs structurels, tels que l'instabilité politique, la faiblesse de la gouvernance, la corruption et un manque d'infrastructures (Singh et Barton-Dock, 2015).

Les migrations et les transferts de fonds ne semblent pas encourager les investissements productifs

Les migrations peuvent influencer de diverses façons sur les investissements de long terme dans le pays d'origine :

- Les migrants peuvent accumuler de l'épargne et, par exemple, créer une entreprise dans leur pays d'origine et l'exploiter pendant qu'ils sont à l'étranger et à leur retour.
- Les transferts de fonds peuvent financer les investissements dans les actifs productifs tels que l'immobilier.
- À leur retour dans leur pays d'origine, les migrants peuvent apporter des fonds, des compétences entrepreneuriales et des réseaux intéressants.

On trouve souvent dans les travaux de recherche l'idée selon laquelle les migrations et les transferts de fonds peuvent encourager les ménages à investir dans des activités économiques. Les migrations et les transferts de fonds peuvent pallier les imperfections du marché du crédit et permettre aux ménages d'investir dans des activités productives par le biais de la création d'entreprise et de l'investissement. Les études empiriques consacrées à ce sujet ne produisent pas des résultats concluants, il est donc difficile d'en tirer des conclusions définitives. D'après un certain courant de la littérature, les transferts de fonds ont une incidence positive et significative sur les investissements des entreprises (Amuedo-Dorantes et Pozo, 2006 ; Massey et Parrado, 1998), mais d'après un autre courant, migrations et investissements productifs ont des liens faibles (Basok, 2000 ; Zarate-Hoyos, 2004).

Dans l'échantillon IPPMD, 24,5 % des ménages possèdent une entreprise. On ne note presque aucun écart pour cet indicateur entre les ménages qui reçoivent des transferts de fonds (25 %) et les autres (24 %, voir graphique 4.6). Un peu plus d'un ménage sur trois (34 %) possède des biens immobiliers, à savoir des terrains non agricoles et des logements autres que la maison ou l'appartement dans lequel le ménage vit actuellement. Les ménages recevant des transferts de fonds sont plus susceptibles de posséder des biens immobiliers (38 %) que les ménages qui n'en reçoivent pas (32 %), et l'écart est également statistiquement significatif (graphique 4.6).

L'encadré 4.5 étudie plus en détail le lien entre migrations et actifs productifs. Les résultats de l'analyse de régression, qui tient compte des caractéristiques des ménages, font apparaître un lien très faible entre migrations et possession d'une entreprise ou d'un bien immobilier. Le fait de compter un membre émigré, un migrant de retour ou de recevoir des transferts de fonds ne semble pas faire augmenter l'indicateur relatif à la propriété d'une entreprise en Haïti. Le fait que le ménage compte un membre émigré est positivement associé à la propriété immobilière, alors qu'aucun lien statistiquement significatif n'est observé entre transferts de fonds ou migration de retour et propriété immobilière. La faiblesse

du lien entre migrations et investissements productifs pourrait également s'expliquer par le manque d'inclusion financière et par le sous-développement des marchés financiers, qui empêchent d'accéder aux prêts. Ces problèmes sont analysés de manière plus approfondie dans le chapitre 5.

Graphique 4.6. Les ménages recevant des transferts de fonds et les migrants de retour sont plus susceptibles de posséder des biens immobiliers en Haïti

Pourcentages des ménages possédant une entreprise et des biens immobiliers (en %), selon que les ménages reçoivent ou non des transferts de fonds



Note : Les résultats présentant une signification statistique (calculés à l'aide du test du khi carré) sont indiqués comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. Les biens immobiliers comprennent les terrains non agricoles et les logements autres que la maison ou l'appartement dans lequel le ménage vit actuellement.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Encadré 4.5. Liens entre migrations, transferts de fonds et investissements productifs

Pour analyser le lien entre migrations et propriété d'une entreprise ou de biens immobiliers, deux modèles Probit de régression ont été appliqués sous les formes suivantes :

$$Prob(\text{investissement})_m = \beta_0 + \beta_1 \text{fonds}_m + \beta_2 \text{émig}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (1)$$

$$Prob(\text{investissement})_m = \beta_0 + \beta_1 \text{retour}_m + \beta_2 \text{émig}_m + \gamma \text{contrôle}_m + \delta_r + \varepsilon_m \quad (2)$$

où investissement_m est la propriété d'une entreprise ou de biens immobiliers (selon la spécification) par le ménage, prenant la valeur 1 si un ménage possède au moins un/e entreprise/bien immobilier et 0 dans le cas contraire. fonds_m dans l'équation (1)

Encadré 4.5. Liens entre migrations, transferts de fonds et investissements productifs (suite)

représente une variable de transfert de fonds binaire affectée de la valeur 1 pour les ménages recevant des transferts de fonds et 0 dans le cas contraire. émig_m représente une variable binaire permettant de rendre compte du fait que le ménage compte ou non un migrant et contrôle_m est une série de caractéristiques individuelles et relatives aux ménages observées dont on pense qu'elles influencent le résultat.^a ε_i est un terme d'erreur à distribution aléatoire. Dans l'équation (2) retour_m est une variable binaire prenant la valeur 1 si le ménage compte au moins un migrant de retour et 0 dans le cas de ménages sans migrant de retour.

Tableau 4.5. **L'émigration est associée à une plus forte probabilité de posséder des biens immobiliers en Haïti**

Variables étudiées	Variable dépendante	
	Propriété d'entreprise	Propriété de biens immobiliers
Ménage recevant des transferts de fonds	0.013 (0.030)	-0.029 (0.041)
Ménage avec au moins un émigré	-0.030 (0.035)	0.093* (0.047)
<i>Nombre d'observations</i>	1 222	853
Ménage avec un migrant de retour	-0.004 (0.048)	0.027 (0.064)
<i>Nombre d'observations</i>	1 222	853

Note : La signification statistique est indiquée comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %.

a. Les variables explicatives individuelles et relatives aux ménages comprises dans le modèle sont les suivantes : taille du ménage et sa valeur au carré ; ratio de dépendance du ménage (défini comme le nombre d'enfants et de personnes âgées dans le ménage en part de la population totale adulte) ; niveau d'instruction moyen des membres du ménage ; nombre d'enfants du ménage, variables binaires pour les ménages vivant en zone urbaine et pour ceux dirigés par une femme ; et enfin un indicateur du patrimoine (fondé sur l'analyse en composantes principales) qui a pour objectif de rendre compte de la richesse du ménage.

Conclusions

Ce chapitre a étudié l'influence des migrations dans quatre secteurs en Haïti : le marché de l'emploi, l'agriculture, l'éducation, et l'investissement et les services financiers.

Les résultats indiquent que les migrations et les transferts de fonds ne contribuent pas encore pleinement au développement. Lorsqu'ils reçoivent des transferts de fonds, les membres du ménage restés au pays semblent moins incités à chercher du travail en milieu urbain. En outre, le fait de compter un membre émigré, un migrant de retour ou de recevoir des transferts de fonds n'encourage pas l'investissement dans une entreprise. Les ménages qui reçoivent des transferts de fonds sont plus susceptibles de consacrer ces sommes à des dépenses agricoles, mais cela ne semble pas avoir d'incidence sur leurs activités ou sur le niveau de leurs investissements agricoles. Les ménages avec un migrant de retour consacrent moins d'argent aux actifs agricoles que les ménages sans migrant de retour. En outre, les résultats indiquent que, si les transferts de fonds ont tendance à encourager les investissements dans la scolarisation dans l'enseignement privé, la migration ne semble pas entraîner d'augmentation de l'assiduité scolaire chez les enfants et les jeunes.

Globalement, les résultats indiquent que, si les migrations et les transferts de fonds encouragent dans une certaine mesure l'investissement dans l'éducation et l'agriculture, les transferts de fonds et le capital accumulé par les émigrés et les migrants de retour ne servent généralement pas à des investissements productifs, d'où la faiblesse du lien entre migrations et développement.

Notes

1. Voir le chapitre 3 pour le cadre méthodologique sur les analyses de régression appliquées dans ce projet.
2. Tout ménage déclarant travailler dans le secteur des cultures arables ou de l'élevage est considéré comme un ménage agricole.
3. On a demandé aux ménages d'indiquer combien ils consacraient habituellement à l'achat d'actifs agricoles sur une période-type de six mois. Étant donné le pourcentage de ménages ayant répondu à cette question, il est probable que celle-ci a été interprétée comme une question portant sur les intrants agricoles en général, et non pas uniquement sur des actifs de grande taille, tels que des équipements.
4. Environ 190 USD, contre 194 USD (sur la base du taux de change en vigueur le 1^{er} juillet 2014).
5. Environ 122 USD, contre 198 USD (sur la base du taux de change en vigueur le 1^{er} juillet 2014).

Références

- Acosta, P. (2007), « Entrepreneurship, labor markets and international remittances: Evidence from El Salvador », in *International Migration, Economic Development and Policy*, Banque mondiale et Palgrave Macmillan, Washington, DC, pp. 141-159.
- Amuedo-Dorantes, C., A. Georges et S. Pozo (2010), Migration, Remittances, and Children's Schooling in Haiti", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 630, pp. 224-244.

- Amuedo-Dorantes, C. et S. Pozo (2006), « Remittance receipt and business ownership in the Dominican Republic », *The World Economy*, vol 29/7, pp. 939-956, Wiley-Blackwell, Hoboken, NJ.
- Arslan, C., J.C. Dumont, Z. Kone, Y. Moullan, C. Ozden, C. Parsons et T. Xenogiani (2014), « A New Profile of Migrants in the Aftermath of the Recent Economic Crisis », *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, n° 160, Éditions OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/5jxt2t3nnjr5-en>.
- Banque mondiale (2017), « Annual Remittances Data (inflows) » (données annuelles sur les envois de fonds – transferts de fonds entrants), *Données de la Banque mondiale sur les migrations et les envois de fonds* (base de données), Banque mondiale, Washington, DC, www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migrationremittances-data (consulté le 1 mai 2017).
- Banque mondiale (2016), « Ratio emploi-population, personnes âgées de 15 ans et plus, total (%) (estimation modélisée OIT) » (base de données), <http://data.worldbank.org/indicator/SL.EMP.TOTL.SP.ZS/countries/HT?display=graph> (consulté le 13 janvier 2016).
- Banque mondiale (2012), « Agricultural risk management in the Caribbean : lessons and experiences (2009-2012) », Banque mondiale, Washington, DC, <http://documents.worldbank.org/curated/en/842071468010837254/pdf/756510ESWOP1170bean0Insurance-0Final.pdf>.
- Basok, T. (2000), « Migration of Mexican Seasonal Farm Workers to Canada and Development: Obstacles to Productive Investment », *The International Migration Review* 34(1).
- BID (2012), « Haiti Agriculture: growing investments », *Webstories*, Banque interaméricaine de développement (BID), Washington, DC, www.iadb.org/en/news/webstories/2012-04-25/haiti-invests-to-boost-rural-productivity-and-incomes,9958.html.
- Böhme, M.H. (2015), « Does migration raise agricultural investment ? An empirical analysis for rural Mexico », *Agricultural Economics*, n°46(2), pp. 211-225, 03.
- Cissé, P. et C. Daum (2010), « Migrations internationales maliennes, recomposition des territoires migratoires et impacts sur les sociétés d'origine », in *Dynamique migratoire, migration de retour et impacts sur les sociétés d'origine au Maghreb et en Afrique de l'Ouest*, IRD, Paris, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-05/010047869.pdf.
- Cotula, L. et C. Toulmin (2004), « Till to tiller: International migration, remittances and land rights in West Africa », *Drylands Issues paper*, E 132, International Institute for Environment and Development (IIED), Londres, <http://pubs.iied.org/9508IIED>.
- Cox Edwards, A. et M. Ureta, (2003), « International migration, remittances, and schooling : Evidence from El Salvador », *Journal of Development Economics*, 72(2), 429-461.
- Dustmann, C. et O. Kirchkamp (2002), « The Optimal Migration Duration and Activity Choice after Re-migration », *Journal of Development Economics*, vol. 67, pp. 351-372.
- Fair Labor Association, (2014), *Minimum wage in Haiti*, www.fairlabor.org/sites/default/files/documents/reports/august-2014-minimum-wage-in-haiti.pdf.
- Fajnzylber, P. et J.H. López (2007), *Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America*, Conference Edition, The International Bank for Reconstruction and Development/Banque mondiale, Washington, DC.
- FAO (2017a), « Value Added, Agriculture, Forestry and Fishing (Share of GDP) », FAOSTAT (base de données), www.fao.org/faostat/en/#data/MK (consulté le 1 juin 2017).

- FAO (2017b), « Employment distribution, agriculture », FAOSTAT (base de données), www.fao.org/faostat/en/#data/OE (consulté le 1 juin 2017).
- FAO (2017c), « Gross per capita production index number (2004-2006 = 100) », FAOSTAT (base de données), www.fao.org/faostat/en/#data/QI (consulté le 1 juin 2017).
- Funkhouser, E. (2006), « The effect of emigration on the labour market outcomes of the sender household: A longitudinal approach using data from Nicaragua », *Well-being and Social Policy*, vol. 2(2), pp. 5-25.
- Gouvernement de la République d'Haïti (2010), « Action plan for recovery and development in Haiti: Immediate key initiatives for the future », Port-au-Prince, www.recoveryplatform.org/assets/publication/Action_Plan_12April_haiti.pdf.
- Georges, T. (2015), « Agriculture: The heart of Haiti », The Clinton Foundation, New York City, <https://www.clintonfoundation.org/blog/2015/01/12/agriculture-heart-haiti>.
- Gonzalez-Velosa, G. (2011), « The effects of emigration and remittances on agriculture : evidence from the Philippines », Mimeo, Université du Maryland, Baltimore.
- Hanson, G.H. et C. Woodruff (2003), « Emigration and educational attainment in Mexico », Université de Californie, San Diego, Mimeo.
- IHSI (2010), « Enquête sur l'emploi et l'économie informelle (EEI): Premiers résultats de l'enquête employ (Phase I) », Port-au-Prince, HT: Ministère de l'Économie et des Finances.
- Jack, A. et A. Schipani (2015), « Agriculture Considered Vital to Haiti's Economic Development », *Financial Times*, 17 avril 2015, Londres, <https://www.ft.com/content/c37d77aa-bea7-11e4-8036-00144feab7de>.
- Kim, N. (2007), « The impact of remittances on labor supply: the case of Jamaica », *Policy Research Working Paper Series n° 4120*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Leavitt, S. (2012), « For Haiti's Agriculture, the Hits Keep Coming », Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), Washington, DC, <https://www.iatp.org/blog/201210/for-haiti%E2%80%99s-agriculture-the-hits-keep-coming>.
- Lucas, R.E.B. (1987), « Emigration to South Africa's mines », *American Economic Review*, vol. 77, n°3.
- Lunde, H. et A. Temesgen (2011), *Is job creation in Haiti an obstacle to reconstruction?: Country's employment challenge requires better labor market planning*, <https://www.americanprogress.org/issues/labor/news/2011/02/22/9158/is-job-creation-in-haiti-an-obstacle-to-reconstruction/> (consulté le 13 janvier 2016).
- Massey, D.S. et E.A. Parrado (1998), « International migration and business formation in Mexico », *Social Science Quarterly*, vol. 79/1, Presses de l'Université du Texas, Austin, TX, pp. 1-20.
- McDowell, C. et A. de Haan (1997), « Migration and sustainable livelihoods: A critical review of the literature », *IDS Working Paper n° 65*, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, www.ids.ac.uk/publication/migration-and-sustainable-livelihoods-a-critical-review-of-the-literature.
- McKenzie, D. et H. Rapoport (2006), « Can Migration Reduce Educational Attainment? Evidence from Mexico », *Document de travail de recherche sur les politiques no 3952*, Banque mondiale, Washington, DC.
- Medina, C. et L. Cardona (2010), « The effects of remittances on household consumption, education attendance and living standards: The case of Colombia », *Lecturas de Economía*, 72, pp. 11-43.

- Mendola, M. (2008), « Migration and technological change in rural households : Complements or substitutes ? », *Journal of Development Economics*, vol. 85, n°1-2, pp. 150-175, février, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jdeveco.2006.07.003>.
- Mesnard, A (2004), « Temporary migration and capital market imperfections », *Oxford Economics Papers*, vol. 56(2), pp. 242-262.
- OCDE (2017), *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264274136-fr>.
- ONU (2015), *World Urbanization Prospects : The 2014 Revision*, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, New York, <https://esa.un.org/unpd/wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf>.
- Osaki, K. (2003), « Migrant remittances in Thailand: economic necessity or social norm? », *Journal of Population Research*, vol. 20(2), pp. 203-222.
- Oxfam (2012), « Planting Now (2nd Edition): Revitalizing agriculture for reconstruction and development in Haiti », *Oxfam Briefing Paper 162*, Oxfam International, Oxford, https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bp162-planting-now-second-edition-haiti-reconstruction-151012-en_2.pdf.
- PNUD (2016), « Rapport sur le développement humain 2016 », Programme des Nations unies pour le développement, New York.
- Singh, R. J. et M. A. Barton-Dock (2015), *Haiti – Toward a new narrative : systematic country diagnostic*, Banque mondiale, Washington, DC, <http://documents.worldbank.org/curated/en/642131467992805241/Haiti-Toward-a-new-narrative-systematic-country-diagnostic>.
- Skeldon, R. (2009), « Migration and migration policy in Asia: a synthesis of selected cases », in Siddiqui, T. (ed.) *Migration and Development: Pro-poor Policy Choices*, The University Press, Bangladesh, <http://sro.sussex.ac.uk/11398/>.
- Tacoli, C. (2002), « Changing rural-urban interactions in sub-Saharan Africa and their impact on livelihoods: a summary », *Rural-Urban Briefing Papers 6*, International Institute for Environment and Development (IIED), Londres, pubs.iied.org/pdfs/9153IIED.pdf.
- Taylor, J. E. et F. Wouterse (2008), « Migration and Income Diversification : Evidence from Burkina Faso », *World Development*, vol. 36, n°4, pp. 625-640.
- Tsegai, D. (2004), « Effects of migration on the source communities in the Volta Basin of Ghana: Potential links of migration, remittances, farm and non-farm self-employment activities », *Document de travail*, Economics and Technological Change, Université de Bonn, Bonn.
- Tsiko, S. (2009), « Impact of migration on food security in Chiredzi, Zimbabwe », Volens Africa.
- Unicef (2011), *Children in Haiti: One year after the earthquake-The long road from relief to recovery*, www.unicef.org/infobycountry/files/Children_in_Haiti_-_One_Year_After_-_The_Long_Road_from_Relief_to_Recovery.pdf.
- USAID (2017), « Haiti: Agriculture and Food Security Fact Sheet », USAID, Washington, DC, https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1862/FINAL_Food_Security_March_2017.pdf.
- Wahba, J. (2015), « Who benefits from return migration to developing countries ? », IZA World of Labor, Bonn.
- Woodruff, C. et R. Zenteno (2007), « Migration networks and microenterprises in Mexico », *Journal of Development Economics*, vol. 82(2), pp. 509-528.

- Yang, D. (2008), « International migration, remittances and household investment : Evidence from Philippine migrants' exchange rate shocks », *The Economic Journal*, vol. 118/528, pp. 591-630, Wiley-Blackwell, Hoboken, NJ , www.nber.org/papers/w12325.
- Zarate-Hoyos, G.A. (2004), « Consumption and remittances in migrant households: Toward a productive use of remittances », *Contemporary Economic Policy*, vol. 22/4, Oxford University Press, Oxford, pp. 555-565.



Extrait de :

Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264278844-fr>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Interuniversity Institute for Research and Development (2017), « Quelle est l'incidence des migrations sur le développement d'Haïti ? », dans *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement en Haïti*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264278844-8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.